

EDITO

L'AVENIR DES TRIBUNAUX DE COMMERCE EN EUROPE

Dr Walter LAMMEL - Président de l'UEMC

Dans de nombreux pays européens la présence de magistrats non professionnels siégeant au sein des instances commerciales, en qualité de juges de commerce était prévue par la loi et de ce fait incontestée. Un certain nombre de ces pays connaissent ces dernières années sur ce point une évolution inquiétante. On est en effet, étonné de constater qu'elle tend, comme en France ou en Autriche, à limiter l'intervention des juges non professionnels, jusqu'à n'avoir quasiment aucune importance pratique, voire à les supprimer purement et simplement. Une évolution qui implique par conséquent un bouleversement complet du fonctionnement des instances commerciales.

Diverses interventions législatives ont ainsi pour conséquence de réduire le rôle du juge non professionnel au sein des procédures commerciales éliminant du même coup l'esprit et la pratique commerciale des dites procé-

dures, alors même qu'une vision économique semble aujourd'hui indispensable, à plus forte raison en matière commerciale.

Autrefois, il était possible à un observateur extérieur à la vie économique mais doté d'un minimum de formation dans ce domaine, d'appréhender les enjeux économiques et de les prendre en considération lorsque la loi le prévoyait. La complexité et l'extension des marchés rendent aujourd'hui la compréhension des enjeux économiques de plus en plus délicate à appréhender. Par conséquent celui qui ne participe pas lui-même activement à la vie économique, se trouvera limité dans son appréciation de la portée des mesures de politique économique et de leur impact sur la vie économique. Des dispositions se référant aux usages commerciaux, aux bonnes mœurs dans les pratiques commerciales, aux limites de la concurrence, à la diligence du commerçant et d'autres ne

doivent pas être envisagées en tant que simple concepts juridiques, mais doivent être appréhendées dans leur dimension économique. La morale commerciale doit imprégner les Palais de Justice, dans la mesure où la jurisprudence n'a pas uniquement à rendre une décision juridique mais doit également indiquer au commerçant une ligne de conduite à suivre à l'avenir. Une jurisprudence qui ne prendrait pas en considération la pratique commerciale serait difficilement acceptée et inciterait à être contournée par celle-ci. Les tribunaux de commerce ont ainsi par le passé réussi à rendre économiquement acceptables des lois inadaptées. Si la tendance actuelle devait se confirmer, il en résulterait le danger de voir disparaître l'influence bénéfique des acteurs de la vie économique au sein des tribunaux de commerce.

Même une spécialisation dans le domaine économique des juges professionnels exerçant au sein des tribunaux de commerce ne pourrait permettre d'éviter qu'à la longue le point de vue strictement juridique ne prenne le dessus. La complexité du droit commercial en tant que tel ne doit pas être sous-estimée. Seule une longue pratique des problèmes commerciaux permet une approche juste de la complexité de la vie économique. Même d'excellents juristes, qui seraient appelés à se prononcer pour la première fois dans ce domaine, sont susceptibles de rendre une mauvaise décision. L'attribution de contentieux commerciaux à des juges peu ou pas formés à la matière commerciale peut donc avoir de graves conséquences et provoquer l'incompréhension des milieux économiques.

LA LETTRE DU JURISTE EUROPÉEN

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Pierre GOETZ

RÉDACTION

Walter LAMMEL - Pierre GOETZ

Paul TROISFONTAINES

Sonia KLEISS-STARK

Droits de reproduction autorisés

avec mention de la source

IMPRESSION 1500 exemplaires

DÉPÔT LÉgal 2ème trimestre 2001

Dans ce domaine on peut relever que le manque de formation des juges de première instance a, pour les parties, des conséquences plus importantes qu'en deuxième instance. La décision d'un juge unique qui ne prendrait pas en considération l'environnement économique aurait des conséquences plus dramatiques encore dans la mesure où les éléments de la qualification juridique ne sont parfois plus examinés par les instances supérieures. Par conséquent l'importance de la formation des magistrats exerçant en matière commerciale en étroite collaboration avec des juges élus est indispensable à une justice équilibrée.

C'est pourquoi la seule spécialisation des juges ne peut pas assurer une juridiction adaptée à la matière commerciale. Une jurisprudence à la fois respectueuse du droit et des besoins de la pratique ne peut être garantie que par la collaboration entre juges élus et juges professionnels.

Dans les milieux éloignés des juridictions commerciales, en particulier au sein de la bureaucratie ministérielle, où sont par ailleurs engagées des réformes importantes, l'importance du juge non professionnel est sous estimée, voire malheureusement totalement refusée, ceci en totale contradiction avec les bonnes expériences de collaboration dont témoignent les juges professionnels. Pour ces raisons nous regrettons toute limitation

à l'association des juges non-professionnels à la juridiction commerciale et nous réfutons l'argument régulièrement invoqué selon lequel le maintien du système actuel ne pourrait continuer à être supporté financièrement par les Etats. En effet ces activités constituent généralement une charge honorifique, donc non rémunérée et sans impact financier pour les budgets des Etats..

L'argument selon lequel les procédures devant un juge unique sont plus courtes que devant une chambre composée de plusieurs juges semble a priori plus fondé. Il serait cependant hâtif d'en tirer la conclusion qu'il suffit de supprimer les chambres commerciales pour raccourcir la durée des procédures. Il suffit en effet de constater que la durée moyenne des procédures est en constante augmentation alors même que les procédures devant les juges uniques deviennent plus fréquentes.

Il faut prendre en considération le fait que la procédure devant le juge unique est souvent considérablement simplifiée ; par ailleurs les contentieux traités par les chambres collégiales portent sur des montants plus élevés et sont donc suivis avec plus d'intensité par les parties, d'où leur durée. Il semble donc qu'il s'agisse d'éléments extérieurs tenant à la nature des dossiers qui expliquent cette différence dans la durée des procédures. Il ne peut donc en

être tiré argument pour la suppression des chambres collégiales. On peut également rappeler que l'activité des juges non-professionnels est une charge honorifique qui n'entraîne pas de coût particulier pour l'Etat.

Par expérience on peut considérer que la durée d'une procédure devant une chambre échevinée ne devrait pas excéder la durée d'une procédure de même ampleur devant un juge unique, ceci d'autant plus qu'aujourd'hui de telles procédures font de plus en plus souvent appel à l'avis d'un expert judiciaire, dont l'intervention, si elle rallonge obligatoirement la durée et le coût de la procédure, ne semble pas toujours justifiée. Pour pouvoir trancher de manière objective la question de savoir si le maintien des chambres comportant des juges non professionnels est nécessaire, il faut disposer d'éléments de comparaison ne laissant pas de place aux éléments subjectifs.

Aussi il ne faut pas perdre de vue que le traitement, peut-être plus long, mais aussi souvent plus consciencieux des contentieux par les chambres, permet de limiter l'utilisation des voies de recours. On peut aussi remarquer qu'il est plus aisé aux juges non professionnels d'amener les parties à un arrangement. Sous cet angle, la diminution des procédures devant les chambres échevinées au profit du juge unique entraînera une augmentation des procédures et des dépenses.

Un rétablissement au niveau européen de la compétence des chambres échevinées constituerait une avancée, non seulement dans le domaine de l'harmonisation, mais contribuerait à l'amélioration de la jurisprudence et de son acceptabilité, ceci sans entraîner de surcoût. La tendance actuelle d'exclusion des juges non professionnels de la procédure commerciale menace de bouleverser l'un des fondements d'une justice démocratique et proche de la pratique.

En conclusion, on ne peut que regretter cette évolution et constater que la volonté du monde économique au niveau européen sera déterminante dans ce combat.

Vous voudrez bien noter que l'assemblée générale de l'U.E.M.C. se tiendra le 15 Juin 2001 à Trèves.

Les convocations parviendront à nos membres par courrier séparé. Au cours de cette importante réunion, des rapports seront présentés sur le thème de la place du Juge Consulaire en Europe.

ZUR ZUKUNFT DER EUROPÄISCHEN HANDELSGERICHTSBARKEIT

KOMM. RAT DR. LAMMEL

Präsident des europäischen Verbandes der Richter in Handelssachen

In mehreren Staaten Europas, in welchen die Mitwirkung von Laienrichtern als Beisitzer im Prozeßverfahren in Handelssachen, aber auch in den Berufungsinstanzen als sogenannte Handelsrichter oder fachmännische Laienrichter, wie diese auch im Gesetz bezeichnet werden, machen sich in den letzten Jahren verstärkt sehr beunruhigende Entwicklungen bemerkbar. Unterzieht man diese Entwicklungen in Staaten wie z.B. in Frankreich oder Österreich einer kritischen Betrachtung und stellt man ihr das dem Geiste des europäischen Zusammenwachsens unbedingt notwendige und unbestrittene Harmonisierungsbedürfnis in den meisten Bereichen, so auch der Justiz gegenüber, so befremdet es sehr, daß in zunehmendem Maß die Laiengerichtsbarkeit in Handelssachen durch gesetzliche Maßnahmen so weit eingeschränkt wird, daß sie jede praktische Bedeutung verloren hat, ja daß in letzter Zeit Bestrebungen bestehen, diese sogar überhaupt abzuschaffen. Eine Entwicklung, die auf eine grundsätzliche Änderung in der Handelsgerichtsbarkeit hinausläuft.

Mit gesetzlichen Maßnahmen verschiedenster Art wird die Mitwirkung der

Laienrichter als Handelsrichter an die Wand gedrückt. Kaufmännischer Geist und wirtschaftliche Auffassung werden so praktisch aus dem Justizgeschehen ausgeschaltet. Dabei ist die wirtschaftliche Betrachtungsweise im Prozeßverfahren, vor allem im Handelsstreit heute notwendiger denn je.

Früher konnte der auch außerhalb des praktischen Wirtschaftslebens stehende, volkswirtschaftlich einigermaßen gebildete Beobachter die wirtschaftlichen Notwendigkeiten erkennen, und ihnen, soweit dies die Gesetze gestatten, auch Rechnung tragen. Heute in einem europaweit zusammenwachsenden Markt ist das schlechthin nicht mehr möglich. Wer nicht mitendrin im Wirtschaftsleben und im ständigen Kontakt mit Personen steht, die gleichfalls wirtschaftlich, und immer mehr europaweit tätig sind, kann vielfach die Tragweite der einander oft differenziereten wirtschaftspolitischen Maßnahmen und ihre Rückwirkungen auf das Wirtschaftsleben nicht mehr so ohne weiteres erfassen. Hier bedarf es, sollen die richterlichen Entscheidungen nicht irgehen, der Mitwirkung von hervorragenden Frauen und Männern der Wirtschaft an der Rechtsprechung. Vorschriften wie z.B. die guten Sitten im geschäftli-

chen Alltag, dem allgemeinen Handelsbrauch, den Grenzen des Wettbewerbes, der Sorgfalt des ordentlichen Kaufmannes und anderes mehr, können nur dann mit warmen Leben erfüllt werden, wenn die Gerichte nicht nur mit konstruierten Rechtsbegriffen an die Beurteilung der Streitsachen herangehen. Das Ethos des Kaufmannes muß die Gerichtssäle erfüllen, wenn die Rechtsprechung ihre Aufgabe darin erblicken soll, nicht nur den konkreten Fall schlecht und recht zu entscheiden, sondern auch darin, dem praktischen Kaufmann normative Richtlinien für sein künftiges Verhalten an die Hand zu geben. Eine Rechtsprechung, die mit dem kaufmännischen Fühlen im Widerspruch steht, erschüttert das Rechtsgefühl und drängt zu Umgehungen.

Die Handelsgerichte haben es sich in der Vergangenheit zur Ehre angerechnet, auch schlechte Gesetze so angewendet zu haben, daß sie wirtschaftlich tragbar blieben. Für die Mentalität gewisser hervorragender Rechtsgelehrter durch intelligente Rechtsdarlegung Verfahren zu beeinträchtigen, haben die Handelsgerichte niemals das dafür notwendige Verständnis aufgebracht. Davor schützte auch die

enge Zusammenarbeit mit den bewährten Laienrichtern.

Sollte daher der bestandene und zum Teil noch bestehende Rechtszustand im Sinne der fortschreitenden Tendenzen entscheidend verändert werden, so besteht die Gefahr, daß die bisher durch das Zusammenwirken mit hervorragenden Vertretern der Wirtschaft bedingte wirtschaftliche Betrachtungsweise im Handelsstreit nicht mehr genügend zu ihrem Recht kommt.

Auch eine Spezialisierung der Berufsrichter in Handelssachen infolge ihrer Tätigkeit an Handelsgerichten kann das Überwuchern formalrechtlicher Gesichtspunkte auf die Dauer nicht verhindern. Damit soll gewiß nicht das handelsgerichtliche Spezialistentum unterschätzt werden. Nur die jahrelange Beschäftigung mit den Problemen des Handelsrechts ermöglicht die richtige Erfassung komplizierter Tatbestände des kaufmännischen Lebens. Selbst hervorragende Juristen, die bislang keine Gelegenheit bekommen hatten, auf dem Gebiet der Handelsgerichtsbarkeit tätig zu sein, können versagen, wenn sie gelegentlich vor die Aufgabe gestellt werden, handelsrechtliche Fälle zu entscheiden. Fatal kann es werden, wenn, wie immer

häufiger zu beobachten ist, die Zuteilung von Verfahren an handelsrechtlich nicht oder nicht sehr geschulte Richter erfolgt und vielfach Entscheidungen gefällt werden, die nur in oberen Instanzen berichtigt werden können und die das Befremden der Wirtschaftskreise erregen.

Dabei kann ungenügende Schulung eines Richters in Handelssachen in der zweiten Instanz nie von so katastrophaler Wirkung für die Beteiligten sein, wie die nicht genügende handelsrechtliche Durchbildung der in der ersten Instanz tätigen Richter. Obwohl natürlich auch dort eine ungenügende Besetzung der Berufungssenate nicht nur eine Verschlechterung der Justiz zur Folge hat, wenn erst durch den Obersten Gerichtshof die Sache erst wieder in das richtige Fahrwasser gebracht werden muß. Eine wirtschaftsfremde oder wirtschaftlich unwissende Einstellung eines Einzelrichters ist naturgemäß noch gefährlicher, weil ihm die Stoffsammlung obliegt und eine vom Einzelrichter verfahrenene Causa von den oberen Instanzen in vielen Fällen oft nicht mehr berichtigt werden kann oder will. Die Bedeutung der spezialisierten Ausbildung der in Handelssachen tätigen Berufsrichter in enger Zusammenarbeit mit den Laienrichtern ist daher für eine befriedigende Rechtsprechung unbestritten.

Deshalb aber kann das richterliche Spezialistentum allein eine sachgemäße Judikatur in Handelssachen aus dem Vorgesagten nicht verbürgen. Nur durch das

Zusammenwirken von fachmännischen Laienrichtern mit in Handelssachen besonders geschulten Richtern ist die Gewähr für eine den Bedürfnissen der Rechtssuchenden aus der Wirtschaft Rechnung tragende und auch mit den Gesetzen in Einklang stehende Rechtsprechung gegeben. Das Heranziehen des Laienelementes ist gerade dort am wenigsten zu entbehren, wo, wie in Ländern wo der Einzelrichter das Verfahren bestimmt, die fachrichterliche Erfahrung des Laienrichters, zum Teil wenigstens, eine mangelnde kaufmännische Erfahrung ersetzen kann.

In den der Handelsgerichtsbarkeit ferneren stehenden Kreisen, insbesondere der Ministerialbürokratie, wo allerdings entscheidende Änderungen eingeleitet werden, wird die Bedeutung der Laienbeisitzer vielfach unterschätzt, ja bedauerlicherweise abgelehnt. Das steht allerdings meist in einem krassen Widerspruch zu den guten Erfahrungen mit der Arbeit der Laienrichter, seitens von Richtern, die, praktisch in Handelssachen tätig sind oder es waren, und die ohne Ausnahme die Bedeutung der Mitwirkung des Laienelementes bestätigten und immer wieder bestätigten. Daher muß jede Behinderung der Mitwirkung von Laienrichtern in der handelsgerichtlichen Rechtsprechung, und im Interesse dieser, zutiefst bedauert werden. Ob tatsächlich die Aufrechterhaltung der Handelsgerichtsbarkeit in der lange bewährten Form

für die Staaten bei der heutigen Finanzlage der einzelnen Budgets nicht zu verantworten wäre, eine Behauptung, die häufig ins Treffen geführt wird, ist ungläubwürdig und daher schlichtweg zu verneinen. In den meisten Ländern, wo Laienrichter neben Berufsrichtern tätig sind oder waren, sind oder waren deren Tätigkeit ein Ehrenamt und ohne Bezahlung, daher für das Staatssäckel kostenlos.

Die Ansicht, daß die Dauer der vor Einzelrichtern durchgeführten Handelsprozesse kürzer als ein Senatsprozeß ist, mag bei oberflächlicher Betrachtung mit Einschränkungen stimmen. Es wäre aber ein Fehlschluß, wenn man daraus folgern würde, daß man nur Senate abzuschaffen hätte um die Prozeßdauer abzukürzen. Der Umstand, daß die Prozesse heute immer länger dauern gegenüber früher, wo ausschließlich Senate judiziert haben, sollte vor voreiligen Schlüssen warnen.

Die längere Dauer der Senatsprozesse ist nicht nur auf die - gesetzlich mehr als bedenkliche - Vereinfachung der Verfahren vor dem Einzelrichter, sondern besonders darauf zurückzuführen, daß vornehmlich die Prozesse mit einem höheren oder hohen Punktum vor Senate kamen und erfahrungsgemäß in solchen Verfahren die Parteien mit viel größerer Intensität und damit auch größerem Zeitaufwand betrieben werden. Gerade weil daher die Dauer der Prozesse auch von anderen Umständen als von der Besetzung des

Richtertisches abhängt, kann aus der längeren Dauer der Senatsprozesse gegenüber den Einzelrichterprozessen noch kein sicherer Schluß gezogen werden, ob und in welchem Umfang die Beibehaltung oder Wiedereinführung von Senaten, wo immer diese in der Handelsgerichtsbarkeit ausgeschaltet wurden, eine Personalvermehrung zur Folge haben müssen. Ganz abgesehen davon, und das darf ausdrücklich wiederholt werden, daß die Tätigkeit der Laienrichter im Senat als Ehrenamt und für den Staat ohne wesentliche Kosten erbracht wird.

Erfahrungsgemäß kann angenommen werden, daß die Dauer der Senatsprozesse die Dauer der Einzelrichterprozesse mit ähnlichem Punktum kaum unwesentlich überschreitet. Um so mehr heute solche Verfahren ja leider durch die oft nicht unbedingt erforderliche und daher kaum auch gerechtfertigte Beziehung von gerichtlichen Sachverständigen nicht nur in die Länge gezogen, sondern vor allem auch wesentlich verteuert werden. Zu einem objektiven Urteil, ob die Beibehaltung oder Wiedereinführung der Senate und unter Mitwirkung von Laienrichtern, vor allem in den, in den meisten westeuropäischen Staaten zumindest mit 2 Laienrichtern besetzten Senaten, eine Personalvermehrung zur notwendigen Folge hätte, kann man daher nur dann gelangen, wenn wir eine Vergleichsbasis suchen, die subjektiven Wertungen keinen Raum läßt.

Auch darf nicht übersehen

werden, daß die naturgemäß meist gründlichere Behandlung der Streitsachen im Senat zwar vielleicht etwas mehr Zeit erfordert, als die heute eingerissene bedenkliche Art des Streits vor einem Einzelrichter, daß aber eben dadurch, nicht nur unnötige Aufhebungen durch Oberinstanzen weitgehend vermieden werden können. Gerade auch durch die gründlichere Behandlung werden meist die strittigen Fragen derart geklärt werden, daß häufig die Sache auch ohne Urteil erledigt werden kann. Dabei gelingt es dem Laienrichter, der mit den Parteien in der ihnen verständlichen Sprache und Argumentation des

wirtschaftlichen Denkens des Kaufmannes sprechen kann, viel leichter zu einem Vergleich beizutragen, als es den gelehrten Richtern nachweislich möglich ist. So gesehen, hatte die Beschränkung der Senatsgerichtsbarkeit ein starkes Ansteigen der Urteile zur Folge. Und diese Entwicklung wird sich bei Abschaffung der Senate noch wesentlich erhöhen und daher jede Kostenüberlegung einer sparsamen Justiz konterkarieren.

Die Wiederherstellung der Senatsgerichtsbarkeit in Handelssachen in einer für die Europäische Gemeinschaft allen Staaten vergleichbaren

Form wäre nicht nur ein Schritt auf dem Weg der Rechtsangleichung, sondern würde die Rechtsprechung wesentlich verbessern und den kaufmännischen Elementen in der Streitbeurteilung den ihnen gebührenden Einfluß einräumen. Darüber hinaus wäre damit auch ein Schritt zu einer höheren Urteilsakzeptanz gegenüber jenen von Einzelrichtern erreichbar, ohne mit Mehrkosten verbunden zu sein.

Die heute zum Ausdruck kommende immer weitergehende Ausschaltung des Laienelementes in der Handelsgerichtsbarkeit

droht, einen der Grundpfeiler demokratischer und sachverpflichteter Rechtsprechung zu erschüttern.

Zusammenfassend kann man daher die fortschreitende Entwicklung nur mit größtem Bedauern feststellen. Ob es gelingt, der Handelsgerichtsbarkeit in einem gemeinsamen Europa und allen Staaten der Gemeinschaft wieder zum alten Einfluß und Ansehen zu verhelfen, hängt schließlich auch sehr davon ab, wieweit die Wirtschaft selbst bereit ist, für diese Forderungen europaweit energisch einzutreten.

DIE MITWIRKUNG DES HANDELSRICHTERS BEIM INSOLVENZVERFAHREN

(IN FRANKREICH UND IM RECHTSVERGLEICH)

Pierre GOETZ

Ehrenpräsident des regionalen Verbands der Handelsrichter (Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle)
Generalsekretär des europäischen Verbands der Richter in Handelssachen

In Frankreich ist das Insolvenzverfahren in einem Gesetz vom 25. Januar 1985 geregelt.

Das Handelsgericht, welches das Sanierungs- oder Konkursverfahren eröffnet, ernennt unter seinen Mitgliedern einen Richter - Verfahrensrichter genannt - und erteilt ihm den Auftrag, "den kurzfristigen Ablauf des Verfahrens und den Schutz der Interessen aller beteiligten Parteien" (Art. 14a Gesetz vom 25.01.1985) zu sichern.

Er wird für die Dauer des Sanierungs- oder Konkursverfahrens ernannt. Sein Auftrag endet nach der "Abrechnung der Konten durch den Verwalter und den Gläubigervertreter" (Art. 89, Verordnung vom 27.12.1985).

Nach Eröffnung des Verfahrens kann das

Gericht sofort einen "Ersatzverfahrensrichter" ernennen, der unter Umständen den amtsführenden Verfahrensrichter vertritt (Art. 23., Verordnung vom 27.12.1985).

Das Amt der gewählten Mitglieder der Handelsgerichte ist ehrenamtlich. Das gilt auch für den zum Verfahrensrichter ernannten Handelsrichter.

Bei den Schöffengerichten im Elsaß und im Departement der Mosel ist der Verfahrensrichter entweder ein Berufsrichter oder ein gewählter Richter.

Zur Ausführung seines Amtes erhält der Verfahrensrichter erweiterte Vollmachten sowohl im rechtlichen wie auch im wirtschaftlichen Bereich. In zahlreichen

Fällen kann er kraft dieser Vollmachten allein entscheiden. Er kann zum Beispiel den Gerichtsbevollmächtigten oder den Betriebsführern Verwaltungs- und Verfügungsrechte erteilen.

Mein Bericht besteht aus zwei Teilen. Der erste Teil befaßt sich mit dem Amt der französischen Verfahrensrichter. Im zweiten Teil werde ich das Amt des Verfahrensrichters im Rechtsvergleich erörtern.

ERSTER TEIL : DIE ROLLE DES VERFAHRENSRICHTERS IN FRANKREICH

Zur Ausübung seines Amtes verleiht das Gesetz dem Verfahrensrichter Vollmachten, sowohl im Bereich der Gerichtsbarkeit als auch im Verwaltungsbereich.

Was die Gerichtsbarkeit anbelangt, kann er sowohl das Amt eines Einzelrichters als auch das Amt eines beauftragten Richters bekleiden. Als Vormundschaftsrichter übernimmt er entweder das Amt eines Instandsetzungsrichters oder das Amt eines Untersuchungsrichters.

Wir werden nachgehend das richterliche Amt des Verfahrensrichters und sein Amt im Rahmen der Verfahrensverwaltung untersuchen.

I. 1 : Das richterliche Amt des Verfahrensrichters

Dieses Amt besteht entweder darin, dass der Verfahrensrichter in dem ihm persönlich anvertrauten Bereich selbst entscheidet, oder daß er das Handelsgericht über die verschiedenen Phasen des Verfahrens informiert.

Kapitel 1 : Der Verfahrensrichter handelt als Einzelrichter

In zahlreichen Bereichen entscheidet der Verfahrensrichter entweder um verfahrensverbundene Handlungen anzuordnen oder zu genehmigen, oder um Streitsachen zwischen den Parteien zu schlichten.

Er urteilt als Einzelrichter wie ein zum Zwecke der Erteilung einer einstweiligen Verfügung bestellter Richter, verfügt aber über erweiterte Vollmachten.

- Während der Beobachtungsphase kann er zum Beispiel folgende Maßnahmen genehmigen:

- Verleihung von Krediten,
- Dringende, wirtschaftlich begründete Entlassungsmaßnahmen,
- Verkauf von entbehrlichen Gütern,
- Abschluß von Schiedsverträgen oder

Vergleichen,

- Garantieersatz.

- Im Konkursfall :

- Bestimmt und überwacht der Verfahrensrichter die Abtretungsmodalitäten der beweglichen und unbeweglichen Güter, sei es durch freihändigen Verkauf oder durch öffentliche Versteigerungen.

- In allen Fällen entscheidet er über :

- Forderungsbestreitungen,
- Aufhebung von Rechtsausschlüssen,
- Eigentumsvorbehaltsfragen.

Das Handelsgericht kann von Amts wegen eine Akte übernehmen, insofern der Verfahrensrichter die angemessene Bearbeitungsfrist nicht eingehalten hat.

Gegen die durch den Verfahrensrichter erlassenen Beschlüsse kann entweder vor dem Handelsgericht oder vor dem Oberlandesgericht Einspruch erhoben werden.

Im allgemeinen geht der Einspruch an das zuständige örtliche Handelsgericht.

Die Berufung ist nur in begrenzten Fällen möglich, zum Beispiel zum Zweck der Forderungskontrolle oder Aufhebung eines Rechtsausschlusses.

Neben seinem richterlichen Amt kontrolliert der Verfahrensrichter gewissermaßen im Auftrag des Gerichts den Ablauf des Verfahrens.

Kapitel 2 : Der Verfahrensrichter handelt als beauftragter Richter

Der Verfahrensrichter legt dem Handelsgericht einen schriftlichen oder mündlichen Bericht vor, entweder vor dem

Plädoyer der Parteien oder während der Beratung, gemäß dem Brauch des jeweiligen Gerichts.

Die Berichtsvorlegung ist in folgenden Fällen zwingend :

- Änderung des Auftrags des Verwalters,
- Verlängerung der Beobachtungsphase,
- Hinterlegung der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Bilanz des Unternehmens,
- Verabschiedung eines Sanierungsplans,
- Auswechslung der Geschäftsführer,
- Auswechslung der gerichtlich bestellten Bevollmächtigten,
- Verabschiedung eines Sanierungsplans, der betrieblich bedingte Entlassungen vorsieht,
- Abschluß des Verfahrens,
- Sanktionen gegen die Geschäftsführer.

Wenn der Bericht des Verfahrensrichters fehlt, so ist, abgesehen von Ausnahmefällen, die gerichtliche Entscheidung ungültig.

Kann der Verfahrensrichter, der ein zwingendes Gutachten abgegeben hat, später mit dem Streitfall betraut werden ?

Die Cour de cassation hat diese Frage negativ beantwortet.

Außer seiner gerichtlichen Tätigkeit übt der Verfahrensrichter das Amt eines Verfahrensverwalters aus.

I.2 : Der Verfahrensrichter als allgemeiner Verwalter

Dieses Amt ist zweiteilig : einerseits handelt es sich um eine organisatorische Aufgabe, andererseits um eine Ermittlungs- und Informationsaufgabe.

Kapitel 1 : Der Verfahrensrichter handelt als Instandsetzungsrichter

In diesem Amt ist der Verfahrensrichter

einem Dirigenten ähnlich, der sich die Partituren aller Orchestermitglieder aneignet, sie belebt, nuanciert, moduliert und schließlich in Einklang bringt.

Das Gesetz verleiht ihm zu diesem Zweck verschiedene Vollmachten bzgl. der Organisation des Verfahrens, wie zum Beispiel :

- Die Ernennung der ihm zur Seite stehenden Gläubigeraufseher oder Aufhebung ihres Amtes,
- Ernennung von Sachverständigen,
- Vorschlag zur Auswechslung eines Verwalters, eines Sachverständigen, der Gläubigervertreter oder des Konkursverwalters,
- Antrag zur Ernennung eines zusätzlichen Verwalters.
- Während der Beobachtungsphase liegt seine Aufgabe hauptsächlich in der Kontrolle der verschiedenen Verfahrensorgane, insbesondere was die Einhaltung der gesetzlich festgelegten Fristen betrifft.

In der Praxis bedeutet dies Schriftwechsel und Besprechungen mit dem Verwalter, dem Schuldner, dem Gläubigervertreter, den Kontrolleuren, und eventuell den Sachverständigen und der Staatsanwaltschaft.

Der Verfahrensrichter kann zusätzliche Informationen fordern.

Er haftet für die Handlungen der Bevollmächtigten, die zwar über eigene Befugnisse verfügen, jedoch die vorherige Genehmigung des Verfahrensrichters benötigen.

Kapitel 2 : Der Verfahrensrichter handelt als Untersuchungsrichter

Der Verfahrensrichter verfügt über vielfältige

Informationsmitteln und eine wirkliche Ermittlungsvollmacht, die es ihm ermöglichen, dem Gericht Bericht zu erstatten und die erforderlichen Maßnahmen zu treffen.

Zur Erfüllung seines Auftrags stehen ihm verschiedene Mittel zur Verfügung.

Gemäß Art. 13 des Gesetzes müssen Konkursverwalter und Gläubigervertreter den Verfahrensrichter über die Entwicklung des Verfahrens informieren.

Der Verfahrensrichter kann auch von der Staatsanwaltschaft "jede für das Verfahren erforderliche Auskunft" verlangen (Art. 13. Abs. 2 Gesetz vom 25. Januar 1985).

Art. 9 Gesetz vom 25. Januar 1985 hebt das Berufsgeheimnis auf und befugt den Verfahrensrichter, bei den Personalvertretern, öffentlichen Verwaltungen, Krankenkassen, Kreditinstituten und bei der Bilanzzentrale der Banque de France jede erforderliche Auskunft zu verlangen.

Im Rahmen voraussichtlicher vermögensrechtlicher Sanktionen gegen den Geschäftsführer einer sich in Sanierung befindenden Gesellschaft (Art. 180 und 182 des Gesetzes) kann der Verfahrensrichter mit der Untersuchung des Vermögens des Geschäftsführers beauftragt werden.

Zur Durchführung dieser Untersuchung, ist der Verfahrensrichter befugt, Mitteilung jeder Information über das Vermögen des Geschäftsführers von der Steuerbehörde zu beantragen.

Vor kurzem hat die Cour de cassation den Verfahrensrichter befugt, einen Sachverständigen zu ernennen (es handelt sich um eine vorbeugende Maßnahme gemäß Art. 145 der neuen

Zivilprozeßordnung) im Rahmen einer Klageerhebung gegen einen Schuldner, einen Dritten oder einen Geschäftsführer.



Vorstehende Ausführungen zeigen, daß der Verfahrensrichter gegensätzlichen bzw. widersprüchlichen Interessen gegenübersteht.

Die Gläubiger fordern die Rückzahlung ihrer Forderungen, die Arbeitnehmer wollen ihre Arbeitsstelle bewahren, die Aufkäufer wollen das Geschäft zum billigsten Preis erwerben.

Politische, wirtschaftliche oder soziale Umstände erschweren das Treffen einer Entscheidung, denn der Untergang eines Unternehmens bedeutet oft unermeßlichen Schaden für die regionale oder nationale Wirtschaft.

Der Verfahrensrichter muß um jeden Preis unabhängig bleiben, die größte Diskretion an den Tag legen und sich streng an die gesetzlichen Vorschriften seines Auftrags halten. Im Falle der Nichterfüllung seines Auftrags und je nach der Schwere des gesetzlichen Verstoßes, kann er auf disziplinarer, ziviler oder strafrechtlicher Ebene bestraft werden.

Außerdem muß sich der Verfahrensrichter davor hüten, die Rollen der Geschäftsführer und des Konkursverwalters in der Geschäftsverwaltung zu übernehmen.

Im französischen Recht steht der Verfahrensrichter im Mittelpunkt des Insolvenzverfahrens.

Wie sieht die Lage in den anderen europäischen Gesetzgebungen aus ?

ZWEITER TEIL : DER VERFAHRENSRICHTER IM VERGLEICHENDEN UND IM EUROPÄISCHEN RECHT

II.1 : Allgemeine Übersicht über die Organisation der Insolvenzverfahren in Europa

Kapitel 1 : Die mit den Insolvenzverfahren beauftragten Gerichtsbarkeiten

In Europa verfügen nur Belgien und Frankreich über Handelsgerichte.

Belgien praktiziert die Schöffengerichtsbarkeit. In diesem System bestehen die Gerichtsbarkeiten aus zwei Handelsrichtern und einem vorsitzenden Berufsrichter (wie es auch in den französischen Departements des Elsaß und der Mosel der Fall ist).

Auffallend ist die große Ähnlichkeit zwischen dem Gesetzentwurf über die Reform der französischen Handelsgerichte und der Organisation der belgischen Handelsgerichte. Der Gesetzgeber beabsichtigt, den Vorsitz des Handelsgerichts für Insolvenzverfahren einem Berufsrichter zu übertragen.

In den anderen 13 Ländern der Europäischen Union sind es die ausschließlich aus Berufsrichtern bestehenden allgemeinen Gerichtsbarkeiten, die sich mit Insolvenzverfahren befassen. Zwei Varianten stehen sich gegenüber :

1. Variante

Manchmal gibt es im Rahmen des allgemeinen Gerichts Handelskammern (oder spezialisierte Kammern), denen die Insolvenzverfahren anvertraut werden. Dies ist der Fall in Deutschland, Österreich, den Niederlanden, Portugal, Italien, Dänemark, Luxemburg.

In Deutschland sind die aus einem Berufsrichter und zwei Laienrichtern bestehenden Schöffenhandskammern nicht für Insolvenzverfahren zuständig.

Dasselbe gilt für Österreich, wo die bei den allgemeinen und Berufungsgerichten tagenden Handelsrichter nicht für Insolvenzverfahren zuständig sind.

2. Variante

Fünf Länder haben keine Sondergerichtsbarkeit in Handelssachen : Griechenland, Irland, Spanien, Finland und Schweden. Dort ist für Insolvenzverfahren das allgemeine Gericht zuständig.

Im allgemeinen handelt es sich um gerichtliche Verfahren. Zwei bemerkenswerte Ausnahmen bilden die großen Unternehmen in Italien mit der kontrollierten Verwaltung und in Griechenland (dort wird ein echtes Sanierungsverfahren eröffnet).

Kapitel 2 : Das Amt des Verfahrensrichters im vergleichenden Recht

Das Amt des Verfahrensrichters, besonders jenes des beauftragten Richters ist nicht in allen europäischen Ländern bekannt. Man findet es in Frankreich, Italien, Portugal, den Niederlanden, in Luxemburg und in Belgien.

- In Frankreich verfügt er über die größte Vollmacht und steht, wie schon erwähnt, im Mittelpunkt des Verfahrens. Im Verfahren selbst spielt er eine Schlichtungs- und Aufsichtsrolle.

- In Belgien sind seine Befugnisse zwar ähnlich, jedoch begrenzter.

- In Italien leitet der "guidice delegato" die Konkursverfahren und beaufsichtigt die Arbeit des Kurators.

- In den Niederlanden beaufsichtigt der "richter commissaris" die Arbeit des Konkursverwalters, sitzt der Gläubigerversammlung vor und amtiert als Schiedsrichter im Rahmen der Forderungskontrolle.

- In Portugal und Luxemburg beaufsichtigt der Verfahrensrichter den Ablauf des Verfahrens, sowie die Arbeit der Gerichtshelfen und verleiht die zum guten Verfahrensablauf erforderlichen Genehmigungen. Zu bemerken ist, daß nur in Luxemburg der Verfahrensrichter darüber entscheidet, ob das Unternehmen eventuell seine Tätigkeit wieder aufnehmen kann oder nicht.

- In Deutschland gibt es keinen beauftragten Verfahrensrichter im eigentlichen Sinne des Wortes. Der Amtsrichter eröffnet das Verfahren, ernennt den Verwalter, kontrolliert die Regularität der Tätigkeit der Verwaltungsorgane der Gläubiger, sitzt der Gläubigerversammlung vor und stellt die Forderungstabelle auf. Seine Aufgaben sind zahlreicher als diejenigen des Verfahrensrichters (er ernennt den Verwalter), aber begrenzter (für Anfechtungen ist das Gericht zuständig).

- In Griechenland kontrolliert der Verfahrensrichter den Ablauf des Verfahrens und beaufsichtigt die Arbeit des Konkursverwalters. Seine Genehmigung ist für gewisse Handlungen erforderlich.

- In Großbritannien werden die vom Konkursverwalter getroffenen Maßnahmen durch das Gericht und durch einen Gläubigerausschuß oder eventuell durch das Staatssekretariat für Handel- und Industrie geprüft. Bereits vor der Ernennung des Konkursverwalters, wird das sich in Konkurs befindliche Unternehmen durch einen "gerichtlichen Verwalter" (Official Receiver)

verwaltet und beaufsichtigt. Dieser Verwalter fällt in den Zugehörigkeitsbereich der Dienststelle für Insolvenzfällen und ist Beamter des zuständigen Countygerichts.

- In Dänemark, Schottland, Spanien und Irland gibt es keinen beauftragten Richter.

In Wirklichkeit findet man keine rechtsvergleichende Gesamtstudie über die Institution des Verfahrensrichters. Sicher ist jedoch, daß Frankreich eine Eigenart aufweist, indem es als einziges unter den europäischen Ländern, dem Verfahrensrichter eine bedeutende Macht verleiht, damit er im Rahmen des Insolvenzverfahrens sein Amt wirksam ausführen kann.

II.2 : Der Verfahrensrichter im Licht der EG-Verordnung vom 29. Mai 2000 bezüglich der Insolvenzverfahren

In der Verordnung Nr. 1346/2000 vom 29. Mai 2000 über Insolvenzverfahren wird der Verfahrensrichter nirgendwo erwähnt.

Kapitel 1 : Die Gründe der EG-Verordnung

Nach Grund (3)

"... bedarf es eines gemeinschaftlichen Rechtsakts, der eine Koordinierung der Maßnahmen in Bezug auf das Vermögen eines zahlungsunfähigen Schuldners vorschreibt."

Grund (12) formuliert weiter :

"Diese Verordnung gestattet die Eröffnung des Hauptinsolvenzverfahrens in dem Mitgliedsstaat, in dem der Schuldner den Mittelpunkt seiner hauptsächlichsten Interessen hat. Dieses Verfahren hat universale Geltung mit dem Ziel, das gesamte Vermögen des Schuldners zu erfassen. Zum Schutz der unterschiedlichen Interessen gestattet diese

Verordnung die Eröffnung von Sekundärinsolvenzverfahren parallel zum Hauptinsolvenzverfahren. Ein Sekundärinsolvenzverfahren kann in dem Mitgliedsstaat eröffnet werden, in dem der Schuldner seine Niederlassung hat. Seine Wirkungen sind auf das in dem betreffenden Mitgliedsstaat belegene Vermögen des Schuldners beschränkt. Zwingende Vorschriften für die Koordinierung mit dem Hauptinsolvenzverfahren tragen dem Gebot der Einheitlichkeit des Verfahrens in der Gemeinschaft Rechnung."

Die sich stellende Frage ist zu wissen, ob die durch den Verfahrensrichter im Rahmen eines Hauptverfahrens erlassenen Verordnungen von den gerichtlichen Behörden des Staates in welchem ein Sekundärverfahren eröffnet wurde, anerkannt werden.

Dies führt uns dazu, dem Grund (16) besondere Aufmerksamkeit zu schenken :

"Das für die Eröffnung des Hauptinsolvenzverfahrens zuständige Gericht sollte zur Anordnung einstweiliger Sicherungsmaßnahmen ab dem Zeitpunkt des Antrags auf Verfahrenseröffnung befugt sein. Sicherungsmaßnahmen sowohl vor als auch nach Beginn des Insolvenzverfahrens sind zur Gewährleistung der Wirksamkeit des Insolvenzverfahrens von großer Bedeutung."

Und weiter :

"Diese Verordnung sollte hierfür verschiedene Möglichkeiten vorsehen. Zum einen sollte das für das Hauptinsolvenzverfahren zuständige Gericht vorläufige Sicherungsmaßnahmen auch über Vermögensgegenstände anordnen können, die im Hoheitsgebiet anderer Mitgliedsstaaten belegen sind. Zum anderen sollte ein vor Eröffnung des Hauptinsolvenzverfahrens bestellter vorläufiger Insolvenzverwalter in den Mitgliedsstaaten, in denen sich eine

Niederlassung des Schuldners befindet, die nach dem Recht dieser Mitgliedsstaaten möglichen Sicherungsmaßnahmen beantragen können."

Ich lenke Ihre Aufmerksamkeit auf den Sinn des Wortes "sollte". Die Tragweite dieses Wortes kann irreführen. Handelt es sich um die Bedingungsform, so wäre die Orientierung wünschenswert, aber nicht zwingend. Handelt es sich um die Befehlsform, so wäre die Maßnahme in allen betreffenden Staaten zwingend.

Dasselbe Wort "sollte" befindet sich auch im Grund (22) :

"In dieser Verordnung sollte die unmittelbare Anerkennung von Entscheidungen über die Eröffnung, die Abwicklung und die Beendigung der in ihren Geltungsbereich fallenden Insolvenzverfahren sowie von Entscheidungen, die in unmittelbarem Zusammenhang mit diesen Insolvenzverfahren ergehen, vorgesehen werden. Die automatische Anerkennung sollte somit zur Folge haben, daß die Wirkungen, die das Recht des Staates der Verfahrenseröffnung dem Verfahren beilegt, auf alle übrigen Mitgliedsstaaten ausgedehnt werden. Die Anerkennung der Entscheidungen der Gerichte der Mitgliedsstaaten sollte sich auf den Grundsatz des gegenseitigen Vertrauens stützen. Die zulässigen Gründe für eine Nichtanerkennung sollten daher auf das unbedingt notwendige Maß beschränkt sein."

Es stellt sich nun die Frage, ob die zahlreichen Entscheidungen, für welche der französische Verfahrensrichter zuständig ist, in den anderen europäischen Ländern vollstreckbar sind.

Grund (23) bejaht das Prinzip :

"... Soweit nichts anderes bestimmt ist, sollte das Recht des Staates der Verfahrenseröffnung (lex concursus) Anwendung finden."

Und weiter :

"Die lex concursus regelt alle verfahrensrechtlichen wie materiellen Wirkungen des Insolvenzverfahrens auf die davon betroffenen Personen und Rechtsverhältnisse; nach ihr bestimmen sich alle Voraussetzungen für die Eröffnung, Abwicklung und Beendigung des Insolvenzverfahrens."

Dieser Grund ruft jedoch Schwierigkeiten hervor, wenn zum Beispiel der Verfahrensrichter über einen Forderungsanspruch urteilen muß, bei dem ein ausländischer Lieferant Ware nach Frankreich geliefert hat aufgrund eines Vertrags, der eine Vorbehaltsklausel ausländischen Rechts enthält. Soll er das ausländische oder das französische Recht anwenden ?

Man könnte zuerst denken, daß der französische Verfahrensrichter befugt ist, im Rahmen des in Frankreich eröffneten Verfahrens zu urteilen, jedoch das Recht anwenden muß, dem der Vertrag unterworfen ist, was auf eine ausländische Gesetzgebung zurückführen kann. Der Verfasser der EG-Verordnung war sich wohl der Komplexität der Sache bewußt, wenn es darum geht, die nationalen Regelungen des internationalen Privatrechts anzuwenden. Im Grund (24) erklärt er folgendes :

"Um in den anderen Mitgliedsstaaten als dem Staat der Verfahrenseröffnung Vertrauensschutz und Rechtssicherheit zu gewährleisten, sollten eine Reihe von Ausnahmen von der allgemeinen Vorschrift vorgesehen werden."

Ich schlußfolgere daraus, dass die lex concursus im allgemeinen die Gesetzgebung des Staates sein wird, in dem das Insolvenzverfahren eröffnet wurde.

Grund (25) erwähnt die besondere Lage der dinglichen Rechte, die der Gesetzgebung des Ortes in dem sich die Güter befinden,

unterworfen bleiben. Es stellt sich die Frage einer Ersatzgarantie durch Entscheidung des Verfahrensrichters während der Beobachtungsphase. Würde diese Entscheidung anwendbar sein in einem Staat, in dem ein Sekundärverfahren eröffnet wurde ?

Dieselben Fragen der Zusammenarbeit zwischen den Gesetzgebungen können sich im Falle einer Vorauszahlung während der Beobachtungsphase stellen, oder wenn ein im Ausland lebender Schuldner seine Schuld mit einer Forderung aufgleichen möchte, die er gegen ein Unternehmen geltend machen will, in einem Staat, in welchem das Hauptverfahren eröffnet wurde.

Was geschieht mit den Forderungen der Arbeitnehmer, deren Arbeitsverträge in einem Staat geschlossen wurden, in dem ein Sekundärverfahren eröffnet worden ist ? Können sie die im Staat des Hauptverfahrens geltende Bevorrechtigung für Lohnforderungen beanspruchen ?

Zur Überwindung dieser Schwierigkeiten wird im Grund (31) vorsichtigerweise erklärt :

"Diese Verordnung sollte (handelt es sich um die Befehlsform oder um die Bedingungsform?) Anhänge enthalten, die sich auf die Organisation der Insolvenzverfahren beziehen. Da diese Anhänge sich ausschließlich auf das Recht der Mitgliedsstaaten beziehen, sprechen spezifische und begründete Umstände dafür, daß der Rat sich das Recht vorbehält, diese Anhänge zu ändern, um etwaigen Änderungen des innerstaatlichen Rechts der Mitgliedsstaaten Rechnung tragen zu können."

Dieser Grund ist der wichtigste, denn er enthält die Vorbedingungen zu einem Gemeinschaftsrecht für Insolvenzverfahren, welches über dem internen Recht der Mitgliedsstaaten stehen und es sogar ausschließen würde.

Alle Länder der Europäischen Union, abgesehen von Dänemark, haben den Wunsch geäußert, die vorliegende Gesetzgebung zu genehmigen und anzuwenden.

Kapitel 2 : Die Wirkung der EG-Verordnung auf das Amt des Verfahrensrichters

Das Kapitel I der allgemeinen Vorschriften der EG-Verordnung bringt folgende Präzision :

"(1) Diese Verordnung gilt für Gesamtverfahren, welche die Insolvenz des Schuldners voraussetzen und den vollständigen oder teilweisen Vermögensbeschlagn gegen den Schuldner sowie die Bestellung eines Verwalters zur Folge haben."

Im Artikel 2 benannt "Definitionen" befindet sich folgende Formulierung :

"Für die Zwecke dieser Verordnung bedeutet d) "Gericht" das Justizorgan der jede sonstige zuständige Stelle eines Mitgliedsstaats, die befugt ist, ein Insolvenzverfahren zu eröffnen oder im Laufe des Verfahrens Entscheidungen zu treffen."

Daraus kann man schließen, daß das Wort "Gericht" für Frankreich sowohl das Handelsgericht als auch den Verfahrensrichter bezeichnen kann. Fraglich ist jedoch das Wort "Entscheidung" (e), da es für jede zuständige Gerichtsbarkeit gilt, die ein solches Verfahren eröffnen oder einen Konkursverwalter ernennen kann.

Wie steht es mit den Entscheidungen, die im Rahmen eines Insolvenzverfahrens getroffen werden, die sich aber weder mit der Verfahrenseröffnung noch mit der Ernennung eines Konkursverwalters befassen ?

Das Kapitel II der Verordnung erörtert die Frage der Anerkennung des Insolvenzverfahrens. Beim Lesen der Artikel 16 und 17 der EG-Verordnung stellt sich

erneut die Frage der Anerkennung der Entscheidungen des Verfahrensrichters. Mit Besorgnis müssen wir feststellen, dass es sich hier scheinbar nur um die Anerkennung der sich auf die Verfahrenseröffnung beziehenden Entscheidungen durch die anderen Mitgliedsstaaten handelt.

Keiner dieser Texte befaßt sich mit den entweder nach oder während des Verfahrens getroffenen Entscheidungen und die Beschlüsse des Verfahrensrichters werden dabei überhaupt nicht in Betracht gezogen. Unsere Besorgnis bestätigt sich beim Lesen des Artikels 26, wo ausdrücklich erklärt wird : *"Jeder Mitgliedsstaat kann sich weigern, ein in einem anderen Mitgliedsstaat eröffnetes Insolvenzverfahren anzuerkennen oder eine in einem solchen Verfahren ergangene Entscheidung zu vollstrecken, soweit diese Anerkennung oder diese Vollstreckung zu einem Ergebnis führt, das offensichtlich mit seiner öffentlichen Ordnung, insbesondere mit den Grundprinzipien oder den verfassungsmäßig garantierten Rechten und Freiheiten des einzelnen, unvereinbar ist."*

Wie steht es mit den durch den Verfahrensrichter im Rahmen seines eigenen Handlungsbereichs getroffenen Entscheidungen, wenn er als Einzelrichter handelt oder Ermittlungen vornimmt ?

Zum Beispiel :

- Kann der Verfahrensrichter in einem anderen Mitgliedsstaat ein Bestandsverzeichnis anordnen ?
- Kann der Verfahrensrichter amtlich versiegeln ?
- Kann der Verfahrensrichter Informationen über die Vermögenslage eines sich in einem anderen Staat befindlichen Unternehmens fordern ?

Im Kapitel III, das sich mit den sekundären Insolvenzverfahren befaßt, sieht Artikel 31

der Verordnung die Pflicht der Zusammenarbeit und gegenseitigen Information vor, und zwar zugunsten der Konkursverwalter der Haupt- und Sekundärverfahren. Können wir daraus schlußfolgern, daß der Verfahrensrichter aufgrund dieses Artikels Informationen fordern kann, oder müssen wir annehmen, daß es im Rahmen der EG-Verordnung dem Konkursverwalter obliegt, die Initiative zu ergreifen, eventuell kraft einer Ermächtigung durch den französischen Verfahrensrichter.

Artikel 38 der Verordnung scheint dem Konkursverwalter die Zuständigkeit zu verleihen, jede Erhaltungs- oder Schutzmaßnahme bzgl. der Güter des Schuldners, die sich in einem anderen Mitgliedsstaat befinden, zu ergreifen. Es muß jedoch bemerkt werden, daß diese Befugnis den provisorischen Konkursverwalter betrifft und sich auf die Zeitspanne zwischen dem Antrag auf Eröffnung des Insolvenzverfahrens und dem Eröffnungsbeschluß beschränkt. Es handelt sich daher um eine sehr kurze Zeitspanne, umso mehr als der Verfahrensrichter, wie bereits erwähnt, erst nach der Eröffnung des Konkursverfahrens Sicherungsmaßnahmen ergreift.

Die Frage steht offen, ob eine Entscheidung bezgl. des Inventars der sich in einem anderen Staat befindlichen Güter oder ein Beschluß bzgl. des Abtretungsverbots dieser Güter durch einen französischen Verfahrensrichter in einem anderen Mitgliedsstaat der Europäischen Union Anwendung finden könnte.

Das Kapitel IV der Verordnung behandelt die Information der Gläubiger und die Forderungsanmeldung. Das Kapitel V endet mit der Festlegung des Datums, an welchem die Verordnung in Kraft tritt, nämlich am 31. Mai 2002.

Die Anhänge A, B und C geben nähere Auskünfte über die Bedeutung von :

- Insolvenzverfahren in den verschiedenen Ländern,
- Konkursverfahren,
- Liste der Personen und Organe in den verschiedenen Ländern, die in der EG-Verordnung als "Konkursverwalter" bezeichnet werden.

Die Anhänge der EG-Verordnung bringen keine ergänzende Information über den Verfahrensrichter. Ich bin, wie bereits erwähnt, davon überzeugt, daß der Verfahrensrichter im rechtlichen Begriff des Wortes "Gericht" seinen Platz hat.

Ich berufe mich auf einen Bericht des Präsidenten OBADIA über die Insolvenzverfahren im europäischen Recht (dieser Bericht wurde am 26. Oktober 1990 in Paris anläßlich des Nationalkongresses der allgemeinen Konferenz der französischen Handelsgerichte vorgetragen), um festzustellen, daß die aufgeführten Fragen offen bleiben.

Eine bessere Kenntnis unserer Eigenarten ist zweifellos die erste Etappe auf dem Weg zur Bearbeitung einer durch alle Mitgliedsstaaten der Europäischen Union anerkannten Insolvenzordnung.

Die Internationalisierung der Austausch- und die Notwendigkeit, einen angepaßten rechtlichen Rahmen zu schaffen, haben unsere Überzeugung verstärkt.

Schritt für Schritt und mit viel Geduld wird es uns gelingen, Europa zu verwirklichen.

Die europäische Verordnung vom 29. Mai 2000 verdeutlicht auf jeden Fall den Wunsch, eine Gesetzgebung von europäischer Tragweite zu schaffen, deren Notwendigkeit im Rahmen meines Vortrags zum Ausdruck kam.

LE TRIBUNAL DE COMMERCE EN BELGIQUE : UNE JURIDICTION EXEMPLAIRE ?

M. Paul TROISFONTAINES
Président du Tribunal de Commerce de VERVIERS EUPEN,
Chargé de cours HEC Liège

"Le chef de la famille Guillaume était un de ces notables gardiens des anciens usages : on le surprenait à regretter le Prévôt des Marchands, et jamais il ne parlait d'un jugement du tribunal de commerce sans le nommer la sentence des consuls".

Balzac, La Maison du Chat-qui-pelote.

Les tribunaux de commerce occupent, au sein de l'organisation judiciaire belge, une situation à la fois singulière et originale. Héritiers d'une longue et riche tradition, remontant aux premiers échanges commerciaux, ils ont réussi, en dépit des critiques, parfois virulentes, que leur existence même suscite de façon récurrente, à s'adapter aux profondes transformations qui ont jalonné l'histoire économique jusqu'à ses plus récentes mutations. L'impact d'internet sur les pratiques du commerce ou sur les transactions électroniques, la régularité d'une offre publique d'achat sont désormais plus souvent évoqués devant les juridictions commerciales que la désignation des peseurs, jaugeurs ou mesureurs en matière fluviale à laquelle fait encore référence l'article 576 du Code judiciaire ...

Alors que la jurisprudence a largement supplanté la coutume comme source du droit commercial, les décisions des juridictions consulaires ont aussi été amenées à combler les lacunes d'une norme tentaculaire mais à l'autorité en déclin. L'arriéré judiciaire n'affecte pourtant pas la justice commerciale - à tout le moins de première instance - alors que les tâches qui lui sont assignées sont, à l'instar des autres juridictions, en augmentation constante.

A quoi tient ce prodige ? A la composition particulière de cette juridiction ? A ses modalités de fonctionnement ? A la spécificité de ses attributions ? Ces facteurs ont certainement contribué au succès et à l'influence croissante des tribunaux de commerce. Il convient cependant d'éviter tout optimisme excessif et de ne pas se leurrer sur les vertus d'une justice parfaite. Ici, comme ailleurs, elle demeure fragile et ses acteurs doivent montrer une grande vigilance pour sauvegarder ses principes fondateurs proclamés en 1790 par **Garat l'Aîné** à l'Assemblée Constituante :

"Rendre une justice prompte, pas dispendieuse, éclairée, et susceptible de toutes les mesures qui peuvent conduire à un jugement équitable".

Quelques repères historiques

L'idée de confier à des juridictions particulières, spécialisées, la solution des différends commerciaux remonte à l'antiquité. **Hérodote** et **Diodore de Sicile** signalent l'existence en Egypte d'un tribunal réservé aux commerçants grecs, composé de magistrats de cette nation: *"Les Ioniens, les Doriens et les Eoliens, que leurs affaires retenaient dans la vallée du Nil, avaient fait édifier à Naucratis un sanctuaire magnifique, l'Hellenion, où des juges, élus par les villes grecques, rendaient la justice à leurs nationaux".* (1). **Démosthène** aurait plaidé devant des magistrats commerciaux qui *"se transportaient dans les navires, entendaient les différends des marchands, et, afin qu'ils ne fussent point dérangés du soin de leurs intérêts, décidaient immédiatement"* (2). Dans

l'Esprit des lois (livre XX, chap. XVIII), **Montesquieu** évoque lui aussi "Des juges pour le commerce" en ces termes : *"Xénophon, au livre des Revenus, voudrait qu'on donnât des récompenses à ceux des préfets du commerce qui expédient le plus vite les procès. Il sentait le besoin de notre juridiction consulaire. Les affaires du commerce sont très peu susceptibles de formalités, ce sont des actions de chaque jour que d'autres, de même nature, doivent suivre chaque jour. Il en est autrement des actions de la vie qui influent beaucoup sur l'avenir, mais qui arrivent rarement. On ne se marie guère qu'une fois ; on ne fait pas tous les jours des donations ou des testaments, on n'est majeur qu'une fois".*

A Rome, le système favorisait l'arbitrage : le choix du *judex* appartenait aux parties, lesquelles pouvaient désigner un commerçant.

Les cités italiennes, en particulier Gênes et Venise, seront les véritables initiatrices du commerce international et joueront, au cours du moyen âge, un rôle déterminant dans la naissance et le développement des juridictions consulaires. Des "consuls", élus par les marchands dans les corporations, vont élaborer une jurisprudence beaucoup moins formaliste que celle issue du droit romain. Dès le XIIe siècle, les usages des *consules mercatorum* se transmettent en Provence et dans le Languedoc, puis à toute la France. Dans nos régions, si les Vénitiens et les Génois contribuent puissamment à la croissance de Bruges (3) et d'Anvers, l'institution des juges consuls ne s'y développera cependant pas comme chez nos voi-

sins. Les historiens (4) n'en mentionnent pas moins l'existence au sein des corporations de magistrats élus parmi leurs pairs auxquels étaient soumis non seulement des litiges propres à leur organisation professionnelle mais aussi ceux relatifs au négoce. C'est ainsi que Louvain possédait depuis 1221 des juges de la draperie, qu'à Liège les contestations ayant trait à l'exploitation des mines de houille étaient jugées par une Cour du charbonnage, dont la compétence fut confirmée par la paix de Saint-Jacques en 1487, qu'à Bruxelles, c'était aussi au tribunal de la draperie de trancher les litiges que soulevait la fabrication des étoffes.

Du XIe au XIVe siècles, les foires vont connaître un essor considérable à travers toute l'Europe. En 1324, une ordonnance de Philippe le Bel prévoit qu'en Champagne et en Brie, les litiges seront jugés par les "gardes de foire". L'institution sera confirmée, en 1349, par un édit de Philippe de Valois. Ces juridictions étaient temporaires : en dehors des périodes de foire, les procès restaient de la compétence des juges ordinaires (baillis, sénéchaux, prévôts) (5).

Après la période sombre marquée par la guerre de Cent ans et la prise de Constantinople par les Turcs en 1453, la Renaissance va transformer les arts mais aussi désentraver le commerce des contraintes résultant de l'émergence des Etats unitaires : la découverte de l'Amérique, le développement des opérations financières contribuent, parmi bien d'autres facteurs, à la prospérité du commerce international. *"C'est l'époque où les banquiers font rapidement fortune, où la bourgeoisie, devenue riche et puissante, s'insinue dans les rangs de la noblesse, achète des offices. Sous le commerce florissant se dessine le capitalisme moderne"* (6). Les bourgeois marchands voudront alors obtenir du pouvoir royal le droit de régler leurs litiges

par des juges issus de leurs propres rangs. L'acte fondateur de la juridiction commerciale remonte à l'édit de novembre 1563 de **Charles IX**, inspiré par le chancelier **Michel de l'Hospital**, instituant à Paris "un Juge et quatre Consuls des Marchands (...)" pour connaître de tous procès et différends à mouvoir entre Marchands pour faits de marchandises". Elle rencontrera aussitôt une opposition systématique de la part des juges ordinaires qui achetaient leurs offices à l'Etat et dont les revenus étaient proportionnels à l'importance des procédures. Cette rivalité n'empêchera pas la juridiction consulaire de se généraliser rapidement à tout le royaume et de se renforcer grâce au soutien de la monarchie et à la clairvoyance de grands ministres. De 1667 à 1685, **Colbert** entreprend un vaste programme de codification. L'ordonnance du commerce de 1673 amorce l'autonomie de la législation commerciale par rapport au droit civil. Son successeur, le chancelier **d'Aguesseau** sera un ardent défenseur des magistrats commerciaux.

Alors que la Révolution française va faire table rase de la plupart des institutions du passé, les juridictions consulaires, pourtant réservées aux seuls négociants et, à ce titre "juridictions d'exception" vont en sortir renforcées (7). En réalité, "elles s'adaptaient bien aux idées nouvelles : élections démocratiques, amovibilité des magistrats, lutte contre la cupidité et la corruption (8)". Le décret du 27 mai 1790 confirme qu'il y aura des tribunaux particuliers pour juger les affaires commerciales. Celui du 16 août suivant en règle l'organisation et les compétences. Il prévoit que "chaque tribunal de commerce sera composé de cinq juges" et qu'ils "ne pourront rendre aucun jugement s'ils ne sont au nombre de trois au moins" (art. 6). Ces juges sont élus pour deux ans (renouvelables) "dans l'assemblée des négociants, banquiers, marchands, manufacturiers, arma-

teurs et capitaines de navire de la ville où le tribunal sera établi" (art. 7), doivent avoir fait le commerce au moins depuis cinq ans et avoir trente ans accomplis (art. 9).

Le Code Napoléon (1807) consacre la juridiction consulaire qui va s'étendre à nos provinces, annexées à la France en 1794. Le décret du 3 vendémiaire an VII y institue dix tribunaux de commerce (9). Quatre autres seront créés par Napoléon (10) et fonctionneront durant l'occupation française ainsi que sous le régime hollandais (11), pourtant peu familier de cette institution.

En 1830, le Congrès national, en votant l'article 105 de la Constitution confère à l'existence des tribunaux de commerce "l'immuabilité d'un principe constitutionnel" (12).

Leurs compétences s'étendront et se préciseront. Ainsi, à titre illustratif, l'on mentionnera la loi du 18 mai 1873 supprimant l'arbitrage forcé pour toutes les contestations entre associés et celle du 26 décembre 1891 créant le référé commercial (13). Parfois acerbes, les attaques ne les épargneront pourtant pas. En 1862, un pamphlet à clefs, intitulé *Les Martyrs de l'échéance*, stigmatise l'administration des faillites à Bruxelles. *Nihil novi sub sole ...* Au plan politique, des critiques et suggestions sont formulées de temps à autre à l'occasion de la discussion du budget de la justice. Ainsi, en 1864, le député de Namur, l'avocat **Lelièvre**, formule le souhait que des magistrats de carrière président les tribunaux de commerce. Plus original, le député de Verviers, l'avocat **Loslever**, propose un amendement libellé comme suit. "Dans tous les cas où les tribunaux de commerce sont compétents, leur juridiction ne peut néanmoins être saisie du litige que du consentement de toutes les parties". Voie ouverte à la disparition des tribunaux de commerce, cette proposition soulèvera un beau tollé

et restera sans suite. L'un des défenseurs les plus sourcilieux et avisé de l'institution des juges marchands sera le professeur **Altmeyer** de l'Université de Bruxelles. Selon lui, il est en particulier inexact de les considérer comme un legs de la conquête française alors que cette forme de juridiction était bien présente dans nos communes sous l'ancien régime. En octobre 1860, Monsieur **Würth**, procureur général près la cour d'appel de Gand, émet dans sa mercuriale le souhait de voir supprimer la juridiction commerciale. Il met en avant l'impartialité des juges civils, dont les intérêts ne sont pas en cause, ainsi que la nécessaire unité de juridiction. Réaliste, il admet que ces propositions se heurteront à une vive résistance et suggère en définitive la nomination d'un président juriste et la désignation d'un membre du ministère public. De nouvelles philippiques fleurissent, en particulier contre le tribunal de commerce d'Anvers, taxe d'institution "vermoulue", de "clique et de coterie" ! (14). Lyrique, Me **de Nimal**, du barreau de Charleroi publie en 1886, une brochure à l'épigraphe significative *delenda Carthago* ...

Ces controverses s'apaiseront avec l'adoption de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, la première contenant une réglementation d'ensemble de la juridiction commerciale belge (15). L'article 32 de cette loi est ainsi rédigé : "Il y a des tribunaux de commerce. Le siège, le personnel et le ressort en sont déterminés par le tableau joint à la présente loi". A l'époque, il en existe 14, répartis en trois classes (16). Lorsqu'aucun tribunal de commerce n'est établi dans un arrondissement, le tribunal de première instance y exerce la juridiction commerciale. Les tribunaux de commerce comprennent un président, des juges effectifs et des juges suppléants, tous désignés par la voie de l'élection. Le ministère public n'y est pas représenté. Les règles relatives à l'é-

lection des juges consulaires ont été à diverses reprises adaptées, en particulier par la loi du 13 juin 1924, pour les conformer aux exigences issues de l'avènement du suffrage universel et la suppression en 1919 du droit de patente dont l'imposition était la condition essentielle de l'électorat consulaire. Les conditions d'éligibilité exigeaient que les juges soient belges, âgés de 25 ans accomplis, qu'ils résident habituellement dans le ressort du tribunal et aient, pendant cinq ans exercé le commerce "avec honneur et distinction" ou participé à la gestion d'une société commerciale. Electrices, les femmes sont tout autant éligibles. Il n'existe pas de limite d'âge pour l'exercice des fonctions consulaires, lesquelles sont gratuites. Le mandat est limité à une durée initiale de deux ans, susceptible de renouvellement. Les règles concernant cette prorogation ont elles aussi connu de nombreux avatars d'un intérêt fort relatif. Retenons en néanmoins que les juges consulaires ne sont pas des magistrats de carrière et qu'une période probatoire, d'initiation, leur est imposée.

La nouvelle organisation judiciaire impose aux greffiers des tribunaux de commerce d'être docteurs en droit. Une loi du 11 mai 1910 leur donne le titre de référendaires, auxquels le statut de magistrat sera reconnu en 1925. *"Leurs attributions sont toutes différentes de celles des greffiers des tribunaux civils ; ils sont les collaborateurs des juges ; ils examinent les dossiers des parties et de leurs défenseurs ; ils font rapport en chambre du conseil ; ils proposent la solution à donner aux litiges ; ils remplissent, en réalité, la mission de véritables magistrats"* (17). Ce sont eux qui rédigent les jugements.

Le dernier jalon de ce bref survol historique est constitué par la loi du 10 octobre 1967 instaurant le Code judiciaire. Manifestement, le Commissaire royal est fort peu favorable aux tribunaux de commerce

dont "la justification (...) s'est heurtée à des critiques plus pertinentes que les défenses que l'on en a présentées" (18). Son rapport reproduit presque intégralement une étude du professeur **R. Henrion**, "L'unité de juridiction" (19), consacrée aux "mérites et inconvénients" de la juridiction consulaire. Les arguments classiques en faveur de celle-ci, soit une meilleure connaissance par les juges consulaires de l'état d'esprit de leurs justiciables, des usages et des réalités du terrain, une approche des litiges "où la bonne foi doit l'emporter sur la rigueur des principes juridiques" au travers de procédures simplifiées, économes, menées avec célérité et efficacité n'ont plus guère de poids. La complexité du droit en général et du droit économique en particulier, l'importance des enjeux rendent bien plus utile la maîtrise de la technique juridique que "la connaissance empirique" de rares pratiques professionnelles qui ne présentent encore d'intérêt qu'en quelques domaines "très spécialisés et homogènes", comme en matière maritime. De même, l'organisation et la structure des entreprises n'ont plus qu'un lointain rapport avec la "mentalité", propre aux milieux commerciaux. Quant à la lourdeur des procédures, c'est promis juré, il va y être remédié.

Trop radicale, la suppression des tribunaux de commerce, prônée par une partie de la doctrine (20), n'est pourtant pas la solution suggérée par M. **Henrion**. Il préconise, sur le modèle allemand, l'intégration de chambres commerciales au sein du tribunal de première instance. La répartition des causes entre chambres civiles et commerciales, simple mesure d'ordre intérieur, mettrait fin aux incessants déclinatoires de compétence suscités par la pluralité des tribunaux d'instance. Présidées par un magistrat de carrière, assisté de deux juges consulaires, ces chambres offriraient en outre l'avantage de *"restituer au*

juriste la place qui doit être la sienne dans un corps judiciaire, d'atténuer (...) la portée des critiques généralement formulées à l'endroit de la magistrature élective, enfin de limiter (...) les inconvénients de l'extension de la compétence des chambres commerciales (...) à des défenseurs non commerçants". **Ch. Van Reepinghen** ira "au-delà" en proposant cette intégration au sein du tribunal d'arrondissement, regroupant en première instance les juridictions civile, consulaire et sociale. Dans ce système, tout en sauvegardant "son autonomie et son originalité", le tribunal de commerce, dont la dénomination est maintenue, serait de même composé de chambres présidées par des juges de carrière, entourés de deux juges assesseurs issus des milieux économiques. Dans ce schéma, il est intéressant de relever que le Commissaire royal envisageait la création de chambres commerciales au sein des cours d'appel comprenant un magistrat professionnel et deux conseillers assesseurs consulaires. "Ce qui apparaît sage au premier degré doit être logiquement tenu pour aussi utile à l'échelon de l'appel".

Comme on le sait, ni cette dernière réforme ni la création du tribunal d'arrondissement ne verront en définitive le jour. Le Code judiciaire introduira néanmoins des innovations majeures (21) en généralisant la présence des tribunaux de commerce dans tous les arrondissements judiciaires (art. 73 C.jud.), en désignant à la présidence de ces juridictions et des chambres qui les composent des magistrats de carrière, assistés aux audiences de deux juges consulaires (art. 84 et 85 C. jud.), en remplaçant le système électif des fonctions consulaires par la nomination royale (art. 203 C. jud.), en y prévoyant l'exercice des fonctions du ministère public par le procureur du Roi (art. 150, al; 2 C. jud.) et l'institution d'un greffe autonome (art. 171 C. jud.). Depuis trente ans, cette architecture est demeurée inchangée.

L'organisation des tribunaux de commerce

Le cadre du personnel des 23 tribunaux de commerce du pays (22) est, à l'heure actuelle, établi comme suit : 111 magistrats professionnels effectifs (soit 23 présidents, 11 vice-présidents et 77 juges (23) et 155 juges suppléants. Le nombre des juges consulaires effectifs s'élève à 769 (24). Ces chiffres - régulièrement adaptés (25) - illustrent à eux seuls le caractère tout théorique "de la dissertation classique de notre doctrine contemporaine" (26) sur les avantages et les inconvénients de la participation de juges non professionnels à l'exercice du pouvoir juridictionnel. Il apparaît en effet inconcevable qu'un Etat se sépare d'un tel vivier de compétences et d'expériences, alors que la loi confère des tâches importantes aux magistrats consulaires et qu'ils les remplissent bénévolement (27). L'une des voix les plus autorisée qui se soit exprimée en faveur du régime de l'échevinage est celle du professeur **L. Frédéricq**. "Si nous pensons, écrivait-il en 1946, qu'il serait désirable que des juristes président le tribunal de commerce et ses différentes chambres, nous croyons que supprimer les juridictions composées de magistrats commerçants serait une erreur aussi au point de vue de l'évolution du droit commercial. Le progrès de celui-ci - comme d'ailleurs celui des différentes branches du droit privé - dépend, dans une large mesure, du travail jurisprudentiel. Pétri autant de faits que d'idées, le droit est en partie, comme on a pu le dire avec raison, "ce que la jurisprudence le fait" ! (...) Or, qui mieux que les commerçants eux-mêmes, vivant dans un milieu particulier, ayant une mentalité propre, connaissant les usages et les exigences des affaires non par oui-dire, mais par la pratique, serait à même de faire du droit commercial ce qu'il doit être : une réalité vivante ? Les magistrats civils et les juges consulaires se meuvent dans des ambiances différentes. Non

seulement la suppression des tribunaux de commerce ne servirait pas les intérêts d'une bonne administration de la justice, mais elle risquerait encore d'entraver le progrès de la science juridique." (28).

Ces considérations ne signifient nullement que de sérieuses améliorations ne doivent pas être apportées aux conditions dans lesquelles le "juge citoyen" est amené à remplir sa mission. Des voix très autorisées ont ainsi récemment rappelé que les "fonctions de juge ne peuvent être conférées qu'avec une grande circonspection" (29) et que leur exercice "exige tout à la fois des connaissances juridiques, de l'expérience ainsi que l'indépendance et la liberté d'esprit. En général, le juge non professionnel non seulement n'a pas acquis une formation adéquate et ne possède pas une expérience suffisante mais de surcroît, il peut manquer de la liberté d'esprit requise en raison de ses attaches économiques et sociales. S'il est vrai qu'il peut faire bénéficier le juge professionnel de son expérience professionnelle, cet avantage ne saurait être exagéré ; il est rare en effet que le juge non professionnel ait à statuer dans des affaires concernant sa profession et même alors, son impartialité risque d'être suspectée si l'une des parties est un de ses concurrents." (30)

Ces propos qui témoignent d'une méfiance tenace à l'endroit des juges laïcs (les juges sociaux sont aussi visés), sont sans doute trop sévères. Ils ont néanmoins le mérite d'attirer l'attention sur la nécessité d'un recrutement de qualité, représentatif des divers secteurs économiques. A cet égard, il nous semble utile de réfléchir à la formation des juges consulaires. Sans modifier les conditions de nomination énoncées à l'article 205 du Code judiciaire (31), ne pourrait-on envisager l'instauration d'un stage obligatoire pour les candidats à ces fonctions ? Il comporterait d'une part un ensei-

gnement théorique portant sur les éléments essentiels des domaines juridiques dont ils auront à connaître, en particulier la procédure et les branches principales du droit commercial. Le stage pratique consisterait-il à se familiariser au fonctionnement des rouages du tribunal, en ce compris le greffe (y a-t-il beaucoup de juges consulaires qui savent précisément comment un procès est introduit ou ce qu'est une expédition ?), et aux diverses tâches qu'ils seront amenés à remplir. Un accent tout particulier devrait être mis sur les exigences en matière de déontologie (un juge-commissaire doit savoir qu'il ne peut se porter acquéreur d'un actif dépendant d'une faillite dont il exerce la surveillance (32), un juge consulaire doit savoir que le tribunal n'est pas pour lui une source d'information sur la santé financière de ses clients. Sans entrer ici dans une description détaillée de cet apprentissage (sa durée qui devrait être de l'ordre d'une année, la pédagogie employée, les modalités d'évaluation du stagiaire, etc. ...), ses mérites apparaissent certains : il s'agirait moins d'écarter des personnes manifestement inaptes pour la fonction que de fournir aux autres un bagage technique minimum, des points de repère essentiels leur permettant ultérieurement d'être de meilleurs interlocuteurs et des partenaires mieux préparés de leurs collègues de carrière, des avocats, des justiciables (33).

La raison principale qui motive cette suggestion est liée au statut des juges consulaires, lesquels, en dépit des difficultés inhérentes à leurs activités professionnelles, ont la qualité de magistrats à part entière. Ainsi, sont-ils soumis aux mêmes règles d'incompatibilités que les autres juges à la seule exception de celle relative à l'exercice d'un commerce, de l'administration, de la direction ou de la surveillance d'une société commerciale (art. 300, al; 2 C. jud.) : ils ne peuvent donc exercer

aucun mandat public conféré par l'élection (art. 293 C. jud.) ni faire d'arbitrage rémunéré (art. 298 C. jud.). Cette dernière interdiction n'est pas justifiée, alors que les juges consulaires ne bénéficient d'aucun traitement payé par l'Etat pour exercer leurs fonctions. Les causes de récusation leur sont applicables (art. 289 C. jud.) de même que les empêchements résultant de la parenté ou de l'alliance (art. 301 à 304 C. jud.). Le cumul des fonctions judiciaires leur est interdit et serait nulle la décision rendue par un juge qui a précédemment connu de la cause dans l'exercice d'une autre fonction judiciaire (art. 292 C. jud.). Cette dernière règle est rappelée à propos du déroulement de l'enquête commerciale : le juge qui a procédé à l'examen ne peut prendre part à la procédure de faillite (art.10 § 3, al. 2 de la loi relative au concordat judiciaire) (34). Le régime disciplinaire des magistrats professionnels leur est applicable. En matière pénale par contre, ils sont soumis au droit commun (35). En définitive, la différence majeure avec le statut du juge professionnel a trait à la durée des fonctions. Alors que ce dernier est nommé à vie (art; 152 de la Constitution), le mandat du juge consulaire est limité à cinq ans, renouvelable pour la même durée après chaque terme (art. 204 C. jud.). Cette particularité se justifierait dès lors que "leur participation à la justice (...) ne constitue pas leur activité professionnelle ordinaire" (36). Cette explication n'est pas convaincante.



Les juges consulaires participent au jugement de tous les litiges qui sont soumis au tribunal de commerce à l'exception de ceux qui relèvent de la compétence présidentielle. Siégeant comme assesseurs, ils ont des pouvoirs identiques à ceux du magistrat qui préside : ils disposent ainsi de la majorité et peuvent donc lors du délibéré imposer leur opinion au

président de la chambre. La collaboration entre les deux catégories de magistrats s'opère de la sorte, et c'est une excellente chose, sur un strict pied d'égalité. Dans l'esprit du législateur, les juges consulaires ne sont donc en rien des figurants et n'ont pas vocation, à être des "préposés aux tampons". Une participation effective dépend, il est vrai, de la personnalité des uns et des autres et du doigté des présidents de chambre et des chefs de corps à les associer harmonieusement au fonctionnement de la juridiction. Le président consulaire, choisi par ses pairs, pour "assister le président dans la direction du tribunal" (art. 85, al. 3 C. jud.) peut en ce domaine exercer une influence très positive.

La fonction de juge-commissaire revêt, dans le droit de la faillite, une importance considérable dont certains juges consulaires ne mesurent pas toujours l'étendue. Définie en termes généraux à l'article 35 alinéa 1er de la loi du 8 août 1997 comme une mission de surveillance du curateur, elle implique en réalité une intervention systématique du juge aux différents stades de la procédure depuis la descente sur les lieux jusqu'à l'assemblée de reddition des comptes. Les modalités en sont diverses et ne constituent pas de simples formalités au risque de leur ôter toute signification. Telle est la portée de la règle imposant au juge de ne pas faire partie du siège lorsqu'il est amené à faire rapport (37), en dépit de ce que cette exigence pose en pratique des problèmes d'organisation presque insolubles. Le contrôle s'exerce en particulier sur les comptes du curateur, en application de l'article 34 de la loi sur les faillites. C'est sans doute en ce domaine très sensible que résident les déficiences les plus sérieuses du système et où les juridictions commerciales peuvent prêter le flanc à la critique. Il est évidemment impossible pour le juge-commissaire de tout vérifier, depuis le mode de valorisation des actifs repris à l'inventaire jusqu'au nombre d'envois recommandés du curateur tarifés par l'arrêté royal du 10 août

1998. Nous pensons néanmoins qu'un certain laxisme règne dans la manière dont les activités du curateur sont suivies et que trop de situations abusives ne sont pas traitées avec suffisamment de rigueur. Il est vrai que les avocats - qui disposent du monopole de figurer sur la liste des curateurs - sont par nature rétifs à toute forme de tutelle qu'ils perçoivent, à tort, comme une manifestation de méfiance à leur endroit. Il en résulte un désarroi certain des juges-commissaires, souvent désarmés face à une situation qu'ils ont le sentiment justifié de maîtriser imparfaitement. Les curateurs doivent pourtant comprendre que leur désignation constitue en soi une marque de confiance du tribunal mais que ce mandat - souvent complexe et que beaucoup remplissent avec une conscience professionnelle exemplaire - leur impose des devoirs très stricts de diligence et de transparence (38).



Les conditions de nomination de juge au tribunal de commerce sont identiques à celles qui sont prévues pour les juges au tribunal de première instance (art. 191 C.jud.). S'agissant d'une juridiction spécialisée, nous sommes d'avis que les candidats devraient en outre être titulaires d'une licence en droit économique ou justifier d'une expérience approfondie en cette matière. La loi précise déjà que le candidat aux fonctions de juge au tribunal du travail, porteur d'un diplôme de licencié en droit social délivré par une université belge, peut bénéficier d'une réduction de douze à dix ans de la durée de l'expérience professionnelle requise (art. 191 § 3 C.jud.). Par ailleurs, la désignation d'un ou de plusieurs substituts "spécialisés en matière commerciale" (39) est prévue depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur le concordat judiciaire. Il n'est donc que logique de retrouver au niveau du siège semblable exigence qui

aurait pour contrepartie de plus souples conditions en matière de stage ou de durée d'expérience professionnelle.

La **mobilité "horizontale"** des magistrats, voulue par le pouvoir politique (40), était déjà techniquement réalisable par le recours à l'article 98 du Code judiciaire octroyant au premier président de la cour d'appel de larges pouvoirs en matière de délégation (41). Elle est désormais renforcée par la possibilité de nommer un juge professionnel simultanément dans un ou plusieurs tribunaux de commerce du ressort de la cour d'appel (42). On ne peut qu'approuver de telles avancées qui traduisent un réel souci d'une gestion plus rationnelle et plus souple des ressources humaines.

A suivre ...

(1) L. Lartigue, "La juridiction consulaire en Belgique", *Discours prononcé à l'occasion du Centenaire des tribunaux de commerce*, Bruylant, 1898, p. 9. Pour une "esquisse historique", J. Denolin, "Près de deux siècles de vie bruxelloise. Le Tribunal de commerce", 1978-1970, *Bulletin de la Chambre de commerce de Bruxelles*, septembre 1975

(2) Nouguier, "Des tribunaux de commerce", tome 1er, p. 10, cité par L. Lartigue, o.c. p. 35.

(3) "Aux XIIIe et XIVe siècles, Bruges est la plus puissante des cités marchandes de l'Europe occidentale, la plus renommée par tout le monde, disait Philippe le Bon, par le fait de marchandises qui se y traitent et des marchands qui y repairent". *Comptoir de la Hanse, étape des laines britanniques, réunissant notamment dans ses murs des établissements de Florentins, de Milanais, de Pisans, d'Espagnols, de Portugais, sans parler des ressortissants des contrées limitrophes, elle doit sa puissance économique à deux facteurs. D'une part, la grande fabrication drapière des Flandres n'est pas, comme la plupart des métiers du moyen âge, d'intérêt purement local ; elle est une des rares industries de cette époque qui travaillent, en proportion importante, pour l'exportation et fournissent ainsi un fret de retour aux navigateurs du Nord et du Midi qui, accomplissant chacun la moitié du voyage, échangent leurs produits dans ses murs. Il n'est pas étonnant dès lors que ce grand port ait exercé une influence sur le droit commercial. Aussi voit-on l'une des compilations connues de coutumes maritimes du moyen âge porter le nom de Jugements de Damme ou Lois de Westcappelle et témoigner ainsi de l'importance du commerce maritime brugeois*" (L. Franck, *Les Nouvelles, Droit commercial, T.1, Introduction*, p. 9).

(4) Voir en particulier, E. Defaaqz, *Ancien droit Belgique*, tome 1er, p. 116 et suiv., cité par L. Lartigue, o.c. p. 36

(5) Voir le très bel ouvrage, superbement illustré, édité par la Conférence Générale des tribunaux de commerce de France, *Cent ans au service de la justice consulaire*, Hervas, 1997. On recommandera également, R. Ithurbide, "Histoire critique des tribunaux de commerce", L.G.D.J. 1970

(6) Conférence Générale des tribunaux de commerce de France, o.c. p. 18

(7) J. Hilaire "La Révolution et les juridictions consulaires", in *Une autre justice, études publiées sous la direction de R. Badinter, Fayard, 1989, p. 243*) 266. A. de l'Arbre, "Les chambres de commerce et les tribunaux de commerce en Belgique au XVIIIème siècle", *J.P. Comm. Flandre* 1910, p. 163.

(8) Conférence Générale des tribunaux de commerce de France, o.c. p. 28

(9) Soit à Anvers, Ostende, Bruxelles, Louvain, Gand, Mons, Tournai, Luxembourg, Namur et Liège. La cession de la partie de la province du Luxembourg qui constitua en 1839 le Grand-Duché réduisit ce nombre à 9.

- (10) Respectivement à Bruges (1804), Saint-Nicolas (1808), Verviers (1809) et Courtrai (1809).
- (11) A l'exception des tribunaux de Courtrai et de Bruges qui furent supprimés en 1818.
- (12) Thonissen, "La Constitution belge annotée", cité par L. Lartigue, o.c. p. 14. L'article 105, al; 2 de la Constitution (désormais repris à l'article 157, al; 2) énonce : "Il y a des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Elle règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers".
- (13) La procédure de référé remonte à une pratique française codifiée à la fin du XVIIIème siècle. Pour une introduction historique, P. Marchal, "Les Référés", Rép. Not. T.XV, Livre XXIV, p. 33-44.
- (14) L. Lartigue, o.c. p. 28
- (15) Pour un commentaire général de cette loi, voir Répertoire pratique de droit belge, Organisation judiciaire, T.IX.
- (16) Voir la liste des villes reprises aux notes 9 et 10. Le tribunal d'Alost est créé en 1858.
- (17) Rapport fait au Sénat par M. Dupont, Pasinomie, 1909-1910, p. 331
- (18) Rapport sur la réforme judiciaire, Ministère de la Justice, 1964, p. 77
- (19) J.T. 1959, p. 233.
- (20) Voir en particulier, J. Limpens, "De l'unification du droit civil et du droit commercial", J.T. 1953, p. 353-359.
- (21) G. de Leval "Institutions judiciaires. Introduction au droit judiciaire privé", Coll. Scient. Fac de droit de Liège, 1992, p. 151-158. G. Horsmans, "Le tribunal de commerce", Ann. Dr. 1968, p. 279-294
- (22) Il existe 27 arrondissements judiciaires ; 4 tribunaux de commerce sont jumelés sur deux arrondissements. Il s'agit des tribunaux d'Ypres et de Furnes, de Verviers et d'Eupen, de Dinant et de Marche-en-Famenne, d'Arlon et de Neufchâteau.
- (23) Ce dernier chiffre ne tient pas compte des juges de complément prévus à l'article 86bis du Code judiciaire. Ces magistrats sont désignés par le Roi pour exercer temporairement leur fonction selon les nécessités du service, soit auprès d'un ou de plusieurs tribunaux de première instance, de commerce ou de travail. Les nécessités du service "doivent ressortir d'une évaluation globale du fonctionnement des tribunaux concernés ainsi que de la description des circonstances exceptionnelles justifiant l'adjonction d'un juge".
- (24) Il n'y a pas de cadre légal déterminant le nombre de juges consulaires suppléants pouvant être nommés en application de l'article 87, al; 3 du Code judiciaire. En pratique, il est régulièrement fait application de l'article 390 dudit code permettant au président du tribunal de commerce de désigner en cette qualité les magistrats admis à la retraite en raison de leur âge (soit 67 ans), jusqu'à ce qu'ils aient atteint 70 ans.
- (25) Une extension notable du cadre des juges consulaires est ainsi intervenue suite à l'adoption de la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire et ce pour mieux répondre aux exigences nouvelles de notre législation en matière de dépistage des entreprises en difficulté.
- (26) J. Hilaire, o.c. p. 244
- (27) En application de l'article 356 du Code judiciaire, les juges consulaires perçoivent un jeton de présence d'un montant brut de 2004 francs par audience (arrêté royal du 29 octobre 1970 modifié par celui du 22 avril 1999). Une circulaire ministérielle précise qu'un jeton peut être octroyé pour les descentes en matière de faillites.
- (28) L. Frédéricq, *Traité de droit commercial belge*, T.I., p. 436. "... on se plaît à reconnaître que de même nos tribunaux de commerce ont, depuis leur institution dans notre pays, exercé une influence prépondérante sur l'interprétation des usages et des coutumes, principalement dans le domaine particulièrement important pour la Belgique de l'activité maritime. Il fut un temps où les décisions du tribunal d'Anvers faisaient jurisprudence devant les juridictions étrangères des autres grands ports européens, comme Londres, Rotterdam ou Hambourg, parce que les coutumes du port d'Anvers, telles que ces décisions les interprétaient et les précisaient, constituaient une base juridique importante du commerce maritime international" (E. Krings, "La juridiction consulaire et la situation économique", J.T. 1979, p. 533). Anvers a de tout temps joué un rôle de premier plan dans l'élaboration du droit commercial. L. Franck (loc. cit.) rapporte l'existence d'une ordonnance anversoise du 2 juin 1518 sur les déconfitures commerciales. C'est un fonctionnaire communal, l'Amman qui remplit les fonctions de curateur. Une Chambre spéciale "de Insolvente Boedelskamer" ou Chambre des Masses insolvables s'en occupe.
- (29) J.E. Krings, "Les juges professionnels et non professionnels", Rapport belge au Congrès international de droit comparé, 1978, p. 172
- (30) J. Velu, "Représentation et pouvoir judiciaire", mercuriale prononcée à l'occasion de la séance solennelle de rentrée de la Cour de cassation, J.T. 1996, p. 640.
- (31) Soit être âgé de trente ans et avoir, pendant cinq ans au moins, avec honneur, exercé le commerce ou participé soit à la gestion d'une société commerciale ayant son principal établissement en Belgique, soit à la direction d'une organisation professionnelle ou interprofessionnelle représentative du commerce ou de l'industrie ou avoir de l'expérience en matière de gestion d'entreprises et de comptabilité. Comme le suggérait Monsieur J.L. Duplat en 1983 ("Le règlement des différends commerciaux"), doc.ron., p.4), il serait sans doute opportun de supprimer la condition de localisation du principal établissement en Belgique du principal établissement, ce qui permettrait de recruter des dirigeants d'une société étrangère.
- (32) Par arrêté du 17 novembre 1994 (Pas., I, 954), l'assemblée générale de la Cour de cassation a destitué de ses fonctions un juge consulaire qui, pour avoir procédé de la sorte, a "négligé les devoirs de sa charge et porté atteinte à la dignité de ses fonctions".
- (33) L'Union des juges consulaires de Belgique a été officiellement installée en avril 1969. Elle a démontré, notamment en matière de formation permanente

de ses membres, - un dynamisme dont les juges professionnels feraient bien de s'inspirer . . . L'U.J.C.B. édite un remarquable Vademecum consacré aux aspects les plus variés de la fonction de juge consulaire et aux principales procédures introduites devant le tribunal de commerce. Il existe à Tours un Centre de formation des juges consulaires français.

(34) Cette prohibition ne concerne que la participation du magistrat qui a mené l'enquête au jugement statuant sur la demande en faillite. Elle ne s'oppose nullement à ce que le juge y soit désigné en qualité de juge-commissaire.

(35) Les articles 479 et 483 du Code d'instruction criminelle visent les "juges au tribunal de commerce". Les juges consulaires ne sont pas concernés par ce membre de phrase (voir l'article 85 du Code judiciaire qui énonce que "Le tribunal de commerce se compose d'un président, juge au tribunal de commerce, et de juges consulaires"). La Cour de cassation vient de le rappeler en un arrêt du 15 décembre 1998 (J.L.M.B. 1999, p. 509).

(36) G. de Leval, o.c. n° 56, p. 85 et les références citées.

(37) Article 35, al. 3 de la loi sur les faillites.

(38) "Le curateur, membre du barreau, est et reste, certes, avocat mais en l'espèce, il exerce une fonction qui se distingue de l'exercice de sa profession, et pour laquelle il doit se soumettre à un contrôle qu'il ne saurait contester ni éluder. Il n'est pas maître de cette fonction. Elle ne lui appartient pas." (E.Krings, "Le juge-commissaire, organe de contrôle de la faillite", Hommage à Jacques Heenen, Bruylant, 1994, p. 243).

(39) Article 151, al. 4 du Code judiciaire.

(40) Proposition de résolution relative à la réforme des services de police et de l'organisation judiciaire, session 1997-1998, n° 1-994/2, Sénat n° 1568/2, Chambre. "La mobilité horizontale des magistrats, du personnel, des greffes et des parquets augmentera par le fait qu'il sera désormais procédé à leur nomination pour l'ensemble de la Cour d'appel, au sein des mêmes catégories de tribunaux, ce qui permettra de répartir de façon optimale le personnel et les moyens sur tout le territoire du ressort . . .".

(41) En cas d'empêchement légitime d'un juge ou de vacance d'une place de juge. La loi du 10 février 1998 permet de plus au premier président, lorsque les nécessités du service le justifient, de charger par ordonnance un juge du ressort de la cour, avec son accord, d'exercer ses fonctions, à titre complémentaire et pour un délai déterminé, dans un autre tribunal de commerce situé dans ce ressort. Le même pouvoir est exercé vis-à-vis des juges de complément.

(42) Article 100, alinéas 1 et 2 du Code judiciaire.

DE RECHTBANK VAN KOOPHANDEL IN BELGIË(samenvatting)

Paul TROISFONTAINES

De rechtbank van koophandel in België (samenvatting)

De rechtbanken van koophandel vinden hun historische oorsprong ver in het verleden. In de Middeleeuwen hebben de Italiaanse steden, meer bepaald Genua en Venetië, bijgedragen tot de opkomst van de internationale handel en tot de ontwikkeling van een "consulaire" rechtspraak, uitgesproken door handelaars-rechters, verkozen door de gilden.

Deze rechtbanken kenden een groter succes in Frankrijk dan in

onze streken, waar nochtans in bepaalde steden speciale rechtbanken bestonden, aan wie zowel de betwistingen, eigen aan de beroepsorganisatie, als die met betrekking tot de handel werden voorgelegd (bv. de rechters van de lakenweverij te Luik sinds 1221).

De geschiedkundigen beschouwden de verordening van november 1563 van Karel IX, die werd geïnspireerd door de kanselier Michel de l'Hospital, als grondtekst voor de consulaire rechtbanken. Het gezag van deze consulaire rechtbanken zal groeien en zal gesterkt komen uit de Franse revolutie, die deze uitzonderingsrechtbanken behoudt. Onze provincies werden geannexeerd in 1794 : 14 rechtbanken van koophandel werden opgericht. Met de goedkeuring in 1830 van artikel

105 van de Grondwet, verleende het Nationaal Congres deze handelsrechtbanken "de onwijzigbaarheid van een grondwettelijk principe". Destijds waren de handelsrechtbanken uitsluitend samengesteld door handelaars, verkozen onder hun beroepsgenoten. Deze situatie leverde hevige betwistingen op. In 1910 dragen ze de titel van referendaris. Het Gerechtelijk Wetboek voert in 1970 grote hervormingen in : veralgemening van de rechtbanken van koophandel in elk gerechtelijk arrondissement, instelling van het consulaire bijzitterschap, afschaffing van het systeem van verkiezing van de rechters in handelszaken, voorzitterschap toevertrouwd aan beroepsrechters, aanwezigheid van het openbaar ministerie.

Hoewel het systeem van consulaire bijzitterschap regelmatig werd aangevochten, heeft het zijn vruchten afgeworpen. Dit systeem zou weliswaar kunnen verbeterd worden door een meer doorgedreven opleiding van de consulaire rechters. Deze opleiding blijkt zich op te dringen, rekening houdend met het belang van de rol van de rechters, zowel bij de vorming van vonnissen, waarbij zij de meerderheid hebben, als in hun functies van rechters-commissaris en van rechters belast met de handelonderzoeken.

Een verplichte stage wordt gesuggereerd. Zo ook zouden de voorwaarden voor de benoeming van de beroepsrechters moeten versterkt worden. Door de "horizontale" mobiliteit ontstaat de noodzaak van een meer rationeel beheer van de menselijke hulpbronnen.

Recentelijk werd een economisch auditoraat gecreëerd. Hopelijk zal deze nieuwe structuur het openbaar ministerie toelaten om beter te beantwoorden aan de verwachtingen van de handelsrechtbanken, nu het bevoegdheden heeft gekregen, meer bepaald inzake faillissementen, akkoorden en beroepsverboden. Anderzijds lijkt het aangewezen om de voorstellen in verband met consulaire kamers bij de hoven van beroep nieuw leven in te blazen.

In verband met de bevoegdheid is het artikel 574,1. van het Gerechtelijk Wetboek, dat geacht wordt één van de laatste bronnen van toewijzingsconflicten te regelen, in zijn nieuwe

bewoording onleesbaar geworden. Problematisch zijn ook de regelingen inzake intellectuele rechten, waarbij de handelsrechtbanken sterk in hun bevoegdheid worden beperkt, alsook de sterke toename van de presidentiële bevoegdheden inzake vorderingen zoals in kortgeding. De voorstellen van de Commissie of hervorming van het consumentenrecht, die meer bepaald in de oprichting van speciale kamers, bevoegd voor deze materies in het kader van handelsrechtbanken voorzien, worden met "voorzichtigheid" benaderd. Daar waar het - vrij academisch - thema van de economische magistratuur voorbijgestreefd lijkt te zijn, zijn er nieuwe, acute vragen gerezen, meer bepaald in verband met de verhoudingen tussen gerechtelijke en administratieve overheden (Commissie voor het Bank - en Financiewezen, Raad voor de mededinging).

De oprichting van een arrondissementsrechtbank, die de bestaande structuur van drie rechtbanken van eerste aanleg overkoepelt, ist het voorwerp geweest van een resolutie, gestemd in het parlement op 26 mei 1998.

De doelstellingen om een rationeler beheer na te streven van de middelen waarover Justitie beschikt, verdient alleen instemming. De oprichting van de kamer van bevoegdheid daarentegen, die een wijziging inhoudt van de wijze van inleiding, lijkt telelijk nutteloos en schadelijk.

Als besluit blijkt het niet dat de handelsrechtbanken, die zich

goed hebben aangepast aan de evoluties van het handelsrecht, ingrijpend zouden moeten gewijzigd worden. Het is voldoende als dit werkinstrument zou versterkt worden, meer bepaald op het vlak van de kwaliteit van diens werkkrachten en van een zich steeds verbeterende werking.

AGENDA

☛ 20.04.2001

Congrès de l'Union des juges consulaires belges à MONS

☛ 15.06.2001

Assemblée Générale de l'Union Européenne des Magistrats statuant en matière commerciale à Trèves

☛ du 10 au 16.09.2001

14ème rencontre internationale de l'Union Européenne des Magistrats statuant en matière commerciale à MARIA WÖRTH en Autriche

☛ 21.09.2001

Congrès de la Conférence Générale des Tribunaux de Commerce à ST-MALO

Pour toutes informations complémentaires concernant les manifestations de l'Union Européenne des Magistrats statuant en matière commerciale auxquelles vous êtes cordialement invité(e)s, vous pouvez prendre contact avec

M. Pierre GOETZ
Secrétaire Général (Pierre GOETZ
Secrétaire Général de l'U.E.M.C. PA)
23 Rond-Point de l'Esplanade
67000 STRASBOURG

Tél. Privé : 03.88.61.06.01
Tél. Prof. : 03 88 62 71 53